



DÉCLARATION DES ÉLUS CGT AU C.T.A. DU 22 octobre 2012

Une fois de plus les documents transmis pour la préparation de ce CTA portent la marque d'une année scolaire organisée sous la contrainte des suppressions de postes. Suppressions qui touchent toutes les catégories de personnels et tous les services.

Concernant le bilan du mouvement des personnels enseignants, d'éducation et d'orientation, nous ne pouvons nous satisfaire du nombre de postes restant vacants après le mouvement intra-académique, qui est de 904. Il est à noter que le plus grand nombre de postes vacants revient à la filière professionnelle qui, à elle seule, totalise 528 postes vacants, soit, 58,4 % du global. Cette situation récurrente depuis des années, est systématiquement dénoncée par les élus CAPA PLP lors des commissions d'affectations.

Même si le plan de titularisation des non-titulaires contribue à faire évoluer un peu la situation pour les agents et enseignants précaires, la montée de la précarité pour les salarié-e-s du ministère de l'éducation nationale est inacceptable... Nous nous inquiétons d'ailleurs de l'absence d'informations précises et d'un calendrier clair concernant la mise en place des concours et examens prévus dans ce cadre, l'attente et les incertitudes pèsent sur les centaines de personnels qui seraient potentiellement concernés par le dispositif. Nous vous rappelons à cette occasion que la CGT Educ'action revendique une titularisation sans condition de concours ni de nationalité et avec une formation adaptée pour tous les non-titulaires.

Les constats de rentrée confirment nos inquiétudes sur les conditions de travail et d'études dans l'ensemble des établissements de notre académie. En effet, les baisses fortes et renouvelées de moyens, ne sont pas la conséquence d'une baisse équivalente des effectifs élèves.

Dans le premier degré, nos élus aux CTSD ont tous dénoncés les grandes difficultés à venir concernant le remplacement. Les postes de remplaçants ont servi ces dernières années de variable d'ajustement, ils pallient maintenant à la suppression de la formation des enseignants du premier degré qui sont dorénavant moyen d'enseignement dans les écoles. Nous vous rappelons que la CGT Educ'action s'oppose au recrutement de vacataires, contractuels ou intérimaires pour pallier, dans l'urgence et sans formation, à la carence prévisible de titulaires remplaçants, nous nous étions prononcés pour la réouverture de listes complémentaires.

Sur le bilan de rentrée du Second degré, nous ne pouvons que constater qu'avec 139 élèves en plus dans l'académie, la dotation horaire diminue de 5 555 heures comparativement à 2011 qui avait déjà connu une saignée considérable. On retrouve bien dans ces chiffres, une conséquence des réformes successives engagées ces dernières années (BAC PRO 3 ans, Lycée, STI...). Plus grave, si on examine l'évolution des heures-poste on constate une diminution de 7 206 heures soit plus de 400 ETP en moins pour 139 élèves en plus... Le taux d'HSA continue quant à lui d'augmenter de 11,31 % à 11,67 % alors que le constat avait été fait à la rentrée 2011 que les collègues étaient déjà à bout de souffle.

CGT Educ'action-Versailles 245, boulevard Jean Jaurès 92100 BOULOGNE BILLANCOURT

☎ : 01.46.09.98.70 - e-mail : uasenver@wanadoo.fr ☎ portable : 06.70.95.03.30

🌐 site web CGT Educ'action-Versailles : <http://www.premiumorange.com/uasenver/>



C'est cette année les lycées qui ont été particulièrement touchés avec une baisse d'effectifs de 0,7 % et en regard une diminution des heures-postes de 3 % (- 7630 HP soit 423 ETP en moins dans les lycées !).

La très forte augmentation des effectifs en ULIS se fait sans l'attribution de moyens en personnel à la hauteur de cette montée, les coordonnateur-trice-s et les enseignant-e-s référents gèrent trop d'élèves pour permettre le suivi individuel indispensable à la réussite des parcours d'insertion des jeunes.

Parmi les lycées ce sont les LP qui ont payé le plus lourd tribut. Encore une fois c'est aux élèves qui ont le moins que l'on prend le plus ! La situation est aujourd'hui extrêmement tendue dans les établissements et de nombreux collègues et élèves sont en souffrance. La montée des effectifs en Seconde Bac pro 3 ans marque en partie la volonté des établissements de remplir ces classes au maximum pour compenser les abandons et les échecs enregistrés en suite de cursus ! La baisse volontaire des filières de CAP en 2 ans et en 1 an, la suppression du palier constitué par le BEP, décidés sous prétexte de « valorisation de la voie professionnelle » sont d'une grande hypocrisie puisque l'on fait croire aux élèves et à leurs familles qu'il suffit d'aller en Baccaauréat professionnel en 3 ans en lieu et place d'un bac en 4 ans ou d'un CAP, pour réussir. La montée du niveau de qualification ne peut se faire qu'avec l'attribution de moyens à la hauteur de cette ambition, l'orientation par défaut fait de la voie professionnelle le lieu d'accueil des jeunes en très grande difficulté scolaire et il faut plus que des annonces ou des discours pour que l'enseignement professionnel ne soit pas une voie de relégation.

Les élus **CGT** au C.T.A.

Marie BUISSON

Jean-Pierre DEVAUX